



RG.CSPS

58, Corniche Fleurie
Res « MIRANDOLE »
06200 NICE
Port : 07 49 75 05 88
Mail : rgcsps@gmail.com

CCI NCA
20 Boulevard Carabacel
06 000 NICE

Sécurité & protection de la santé

N/Réf : N° 2024/10/PI/02/004 RGCSPS

Affaire suivie par : Romuald GUENIN
Tél. : 07.49.75.05.88
E-mail : rgcsps@gmail.com

REHABILITATION DU BATIMENT 18 DU SIEGE DE LA CCI NICE COTE D'AZUR

Nice, le 29 janvier 2025

Madame, Monsieur,

Nous vous prions de trouver ci-joint le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé concernant le projet cité en référence à diffuser aux entreprises.

Vous voudrez bien nous faire part de vos commentaires éventuels sur ce document.

Ce document comporte l'indice de révision n° 0

Nous vous en souhaitons bonne réception et restons à votre disposition pour tout renseignement utile.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

LE COORDONNATEUR

MISSIONS DE COORDINATION SPS DANS LE CADRE DE LA REHABILITATION DU BATIMENT 18 DU SIEGE DE LA CCI NICE

Plan Général de Coordination en matière
de Sécurité et de Protection de la Santé
Mission CSPS : Niveau 1



INDICE	DATE	MODIFICATIONS	RÉDACTION
0	28/10/2024	PGC Indice A Désamiantage/Démolition	Romuald GUENIN
1	29/01/2025	PGC Indice B Second œuvre	

MAÎTRE D'OUVRAGE	Chambre de Commerce et de l'Industrie Nice Côte d'Azur	20, boulevard Carabacel CS 11259 – 06005 NICE CEDEX 1
MAÎTRE D'OEUVRE	EURETEC INGENIERIE	88 Boulevard Carnot 06400 Cannes Tel. 0493456266 contact@euretec.fr
ORGANISME DE PRÉVENTION	CARSAT 09 71 10 39 60	Immeuble le Phoenix, 455 Prom. des Anglais, 06200 Nice
ORGANISME DE PRÉVENTION	OPPBTP 04 93 00 04 99	1890 chem St Bernard, 06220 Vallauris
ORGANISME DE PRÉVENTION	DREETS 04 93 72 63 00	455 Prom. des Anglais Nice
COORDONNATEUR CSPS	RGCSPS Tél. : 07 49 75 05 88 Rgcsp@gmail.com	58 Corniche Fleurie « MIRANDOLE » 06200 NICE

N° - Lot attribué	Entreprise (Titulaire / Sous-traitant)	Interlocuteur	Téléphone Email
Désamiantage	SNADEC	ROULANT Noémie	Tel : 04.92.27.32.21 Port : 06.23.30.79.74 Mail : n.roulant@snadec.fr

1.1. Elaboration du PGC

Dispositifs prévus	A la charge de
1.1.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration	
Le plan général de coordination initial (indice 0) est élaboré après consultation des entreprises (dossier DCE transmis au CSPS le 29/01/2025).	Coordonnateur SPS

SUGGESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE

1.2. Ouvrages existants

. CCI Nice Côte d'Azur sis 20 Boulevard Carabacel à Nice

Reconnaissance du site

Pour l'exécution des travaux, l'entrepreneur est réputé avoir, au préalable :

- Pris connaissance de tous plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que du site, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages ou de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux
- Pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution, sur la conception des détails, sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Cette prise de connaissance concerne notamment les possibilités d'accès des grues, nacelles, camions ou autres équipements, les possibilités de stockage et d'installation de chantier, et les servitudes qui peuvent y être attachées.
- Apprécié toutes les conditions d'exécution et s'être rendu compte de leur importance et de leurs particularités
- Procédé à une visite détaillée des lieux, terrains et constructions diverses, et pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports, lieux extraction de matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinages, etc)
- Contrôlé toutes les indications des documents qui lui sont remis (pièces écrites, documents graphiques), recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès de la Maîtrise d'œuvre et pris toutes indications utiles auprès des Services Publics ou de caractère public (Services municipaux, Services des eaux, électricité et gaz de France, France télécom, La Poste, etc) et concessionnaires divers

L'Entrepreneur ne peut donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais, dus à une connaissance imparfaite des ouvrages existants.

Il est rappelé que les travaux objet du présent marché seront réalisés en site occupé. Il appartient donc aux entreprises de prendre en compte dans l'établissement de leurs offres toutes les sujétions et complications induites par cette spécificité.

1.3. Activités à proximité du site

. Centre-ville

1.4. Activité à l'intérieur du site

. Il est à noter que les travaux objet du présent marché seront réalisés en site occupés et notamment :

- Le site sera en activité avec réception de public (Espace extérieurs, abords, bâtiment 20 et 22)
- Le bâtiment 18 sera en activité avec réception de public dans les niveaux non impactés directement par nos travaux.

En conséquence, il conviendra :

- de prendre en compte ces contraintes dans le cadre des installations de chantier
- de prendre toutes les dispositions nécessaires vis à vis des accès personnels, livraisons et évacuations
- de respecter les horaires pour les travaux bruyants qui seront définies par la maîtrise d'ouvrage.
- de maintenir l'ensemble des réseaux énergies, fluides et communications en service pendant toute la durée de la réhabilitation
- de maintenir les parties cheminements et abords dans un parfait état de propreté
- Lot 01 : Maçonnerie - Gros œuvre - Ravalement - Étanchéité - VRD
- Lot 02 : Menuiseries extérieures
- Lot 03 : Travaux intérieurs
- Lot 04 : Électricité - Courants Faibles
- Lot 05 : Chauffage - Ventilation - Plomberie
- Lot 06 : Ascenseur
- Lot 07 : Scénographie : Mécanique - Tenture de scène
- Lot 08 - Scénographie : Éclairage de scène
- Lot 09 : Scénographie : Sonorisation et vidéo
- Lot 10 : Gradins mobiles

1.5. Matériaux dangere

1.6. ux

Dispositifs prévus	A la charge de
1.6.1. Matériaux amiantés	
Retrait d'amiante réalisé par la SNADEC, mesure libératoire validée.	Maître d'Ouvrage

MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

1.7. Mesures d'organisation et de coordination

Dispositifs prévus	A la charge de
1.7.1. Planification	
Un planning d'exécution des travaux sera établi par le maître d'œuvre, devant intégrer des délais compatibles à une prévention normale des risques de coactivité	Maître d'Oeuvre

1.8. Plan d'installation de chantier

Dispositifs prévus	A la charge de
1.8.1. Projet de plan d'installation de chantier	
<p>En phase préparatoire, l'entreprise fournira son plan général d'installation de chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Sur ce plan figureront notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'accès du chantier - La zone des cantonnements et bureaux de chantier - Les entrées du bâtiment (des bâtiments) - Les voies de circulation - Les zones de stationnement - Les zones de stockage - L'implantation de la ou des grue(s) de chantier - L'implantation des armoires de distribution électrique. - Les points d'eau - La zone pour les bennes à déchets. 	02 - Gros Oeuvre

1.9. Fermeture chantier

Dispositifs prévus
1.9.1. Clôture de chantier extérieure et signalisation
La clôture est due par le lot gros-œuvre. Elle sera installée au démarrage des travaux et complètera les clôtures existantes le cas échéant.
Des pancartes « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » seront affichées sur le portail d'entrée et sur la clôture en périphérie du chantier dans la zone de la CCI du Bât 18. Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée du chantier.

Dispositifs prévus
1.9.2. Clôture de chantier intérieure et signalisation
Les zones de travaux pour jonction avec les locaux existants seront séparées des locaux en activité par des cloisons provisoires étanches.
Des pancartes d'interdiction d'accès seront affichées sur les portes éventuelles de communication de ces cloisons. Les portes devront fermer à clé pour interdire l'accès aux tiers l'accès au chantier.

1.10. Circulations des véhicules

Dispositifs prévus
1.10.1. Accès des véhicules et stationnement
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en oeuvre. Les accès et la circulation devront être maintenus pendant la durée des travaux. Une attention particulière sera accordée à l'état des circulations, des protections seront mis en place et toutes dégradations engendrent la remise en état (sols, murs, etc.).
Tous les autres véhicules ; entreprises, transport et personnel, stationneront sur la plate-forme des futurs parkings du projet ou sur le domaine public.
1.10.2. Voirie de chantier stabilisée
La voie d'accès du chantier sera remise en état autant que de besoin pendant toute la durée du chantier sur demande du CSPA ou du Maître d'Œuvre.
Une voie d'accès sera créée pour les besoins du chantier. Celle-ci devra être suffisamment résistante pour le trafic du chantier et cela jusqu'à la fin des travaux.
En phase préparation et avant intervention du lot GO, réalisation du fond de forme des voies de circulation et des zones de parking.
1.10.3. Balisage de voie de chantier
Lorsque la voie de chantier longe le haut de talus de la pleine masse, une clôture de balisage sera installée en retrait de la tête de talus pour en écarter la circulation des véhicules.

1.11. Circulations horizontales des piétons

Dispositifs prévus
<p>1.11.1. Cheminement piéton</p> <p>Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes. Les cheminements « pieds propres » seront aménagés jusqu'aux installations de cantonnements et entrées du bâtiment et seront entretenus autant que de besoin.</p> <p>Les entrées du bâtiment de la CCI devront être aménagées</p>
<p>1.11.2. Auvents de protection aux entrées du bâtiment</p> <p>Un auvent de protection contre les chutes d'objet sera installé au droit de chaque entrée dans le bâtiment par les entreprises travaillant en façades.</p>

1.12. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositifs prévus
<p>1.12.1. Bennes à gravais et déchets</p> <p>Des bennes à gravais et déchets seront mises en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier</p>
<p>1.12.2. Acheminement des déchets vers les bennes</p> <p>Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>En cas de carence, le maître d'œuvre fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables.</p>
<p>1.12.3. Nettoyage et évacuation des déchets</p> <p>Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.</p>
<p>1.12.4. Evacuation des matières dangereuses</p> <p>Aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur le chantier, tant les déchets que les produits amenés pour mise en œuvre.</p> <p>Les matières dangereuses seront amenées à pied d'œuvre au fur et à mesure des besoins, les déchets issus de la mise en œuvre seront évacués au quotidien et traités par les entreprises concernées</p>

TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

1.13. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés

Dispositifs prévus
1.13.1. Risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres
La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée : - Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; • une main courante ; • une lisse intermédiaire à mi-hauteur ; - Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.

1.14. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques

Dispositifs prévus
1.14.1. Présence de substances chimiques
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'oeuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.

1.15. Travaux de retrait ou de confinement de matériaux amiantés

Dispositifs prévus
1.15.1. Démarrage travaux après validation du plan de retrait
La zone impactée par les travaux a été préalablement désamiantée par le maître d'ouvrage.

1.1. TRAVAUX D'ETANCHEITE

Dispositifs prévus
1.1.1. Garde-corps provisoires en toiture
Les garde-corps provisoires seront installés le long des rives, ceux-ci seront composés de 2 lisses rigides avec plinthes et filets.
1.1.2. Filet de protection en sous-face

Dispositifs prévus
Les filets de sous face seront posés sur toute l'emprise des zones de pose, leur dépose se fera après fermeture complète de la toiture.
Pour la pose de filets par secteurs, les filets déborderont d'une travée au-delà de l'arrêt de pose des bacs, la limite des bacs sera marquée par une ligne de garde-corps.

1.2. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension

Dispositifs prévus
1.2.1. Risque de contact avec des pièces nues sous tension
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'oeuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.

1.3. Travaux de réhabilitation

Dispositifs prévus
1.3.1. Réhabilitation
Lorsque les chutes de matériaux et les effondrements de la construction sont provoqués volontairement, les emplacements de chutes situés en dehors et dans le bâtiment doivent être délimités et interdits au stationnement des personnes. Si la démolition est réalisée par tranches verticales et par procédés mécaniques, il convient alors : - de séparer les zones restantes accessibles des parties attaquées par un nombre suffisant de travées, afin que leur stabilité ne soit pas compromise; -de matérialiser cette interdiction (guirlandes, barrières de lisses sur tripieds); d'interdire l'accès aux zones définies, pendant toute la période de chute.
Afin de prévenir la chute fortuite de matériaux de construction, des dispositifs de recueil empêchant la chute de salariés dans le vide doivent être installés. Si cette installation se révèle impossible, l'accès aux emplacements sur lesquels ces chutes peuvent se produire doit être interdit et cette interdiction matérialisée.
Le programme et les modalités de démolition doivent être conçus par ailleurs de façon à ne pas surcharger anormalement les planchers existants. Quelle que soit la méthode appliquée, la démolition qui ne vise pas l'effondrement total du bâtiment, doit être conduite étage, par étage. Il est également indispensable d'étayer les planchers vétustes et d'installer les étalements destinés à supporter l'accumulation de charges, en commençant par le niveau le plus bas et, en progressant vers le haut.
Les travaux de réhabilitation ne pourront débuter qu'après remise des PV de mesures libératoires fournies par l'entreprise de désamiantage. En cas de découverte de matériaux amiantés non signalés dans le rapport de repérage, l'entreprise arrêtera immédiatement ses travaux, en informera le maître d'œuvre et le coordonnateur. Les travaux de démolition ne reprendront qu'après la réalisation du désamiantage complémentaire et la procédure libératoire.

MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES

1.4. Travaux de gros-œuvre

Dispositifs prévus
<i>Incorporation des lots techniques</i>
L'entreprise assurera les accès des entreprises des lots techniques qui ont des incorporations à réaliser dans les planchers et les murs avant coulage du béton. L'entreprise n'acceptera l'intervention des lots techniques que sur autorisation du chef de chantier

1.5. Travaux en rive de plancher - Protections collectives

Dispositifs prévus
<i>1.5.1. Conception des protections collectives</i>
Les protections collectives doivent être conçues par l'entreprise de sorte que les travaux puissent toujours se réaliser à l'intérieur des protections collectives jusqu'à ce qu'elles puissent être enlevées.
<i>Entretien et maintien des protections</i>
Les garde-corps provisoires sont maintenus et entretenus en état par le lot gros œuvre pendant toute la durée de sa présence. (Lot GO)
Après le départ du lot gros-œuvre toutes les entreprises doivent en assurer le maintien et l'entretien. (TCE)
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au maître d'œuvre ou au maître d'ouvrage d'intervenir auprès de l'entreprise de gros-œuvre pour remettre en état les protections collectives. (EC)
<i>1.5.2. Dépose temporaire</i>
Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra : <ul style="list-style-type: none"> - prévenir l'entreprise ayant mis en place la protection - avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone concernée - assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen qui devra être défini dans son PPSPS - établir la protection collective à la fin des travaux - faire constater à l'entreprise responsable que la repose a été effectuée.

Dispositifs prévus

En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au Maître d'Ouvrage de faire intervenir l'entreprise de gros-œuvre pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.

1.6. Protection des trémies et réservations en dalles

Dispositifs prévus

1.6.1. Protection des trémies et réservations

Les trémies et réservations dont l'une des dimensions est supérieure à 0,80 m devront être protégées au moyen de garde-corps. Les autres réservations seront protégées par un panneau bois cloué à la dalle lorsqu'elles ne se trouvent pas dans des circulations et par un dispositif d'obturation arasant le plancher lorsqu'elles sont écartées des murs. Les fosses, regards et caniveaux seront balisés pendant leur exécution.

1.7. Echafaudages

Dispositifs prévus

1.7.1. Mise en place

Les échafaudages seront installés sur un sol nivelé et stabilisé.

Le montage sera réalisé par du personnel formé et conformément à la notice technique du fabricant

1.7.2. Echafaudages communs

Les échafaudages de façades sont prévus pour la mise en sécurité collective des travaux.

Une réunion de concertation sera organisée avec l'installateur des échafaudages et des entreprises concernées pour arrêter les besoins de chaque intervenant et les intégrer à la conception des échafaudages.

1.8. Travaux de plâtrerie

Dispositifs prévus

1.8.1. Approvisionnements des plaques de placo

Tous les approvisionnements doivent se faire sans démontage des protections collectives. L'entreprise prévoira les moyens mécaniques adaptés pour les approvisionnements par les balcons s'il n'est pas prévu de recettes. L'entreprise transmettra ses besoins et moyens en réunion préparatoire organisée par le maître d'œuvre.

Dispositifs prévus
1.8.2. Limitation des poussières
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.

1.9. Travaux des lots techniques

Dispositifs prévus
1.9.1. Mise en place des installations des locaux techniques
Pour faciliter les manutentions et en limiter les risques, mise au point à faire avec le maître d'œuvre, ou l'OPC, et l'entreprise de couverture pour effectuer l'approvisionnement du groupe de ventilation avant la fermeture de la toiture.
1.9.2. Incorporations
Les incorporations dans les planchers et murs ne se feront que sur demande du lot gros-œuvre. L'accès aux zones d'incorporation ne se fera qu'en utilisant les accès aménagés par le lot gros-œuvre.
Les tuteurs de sorties de fourreaux et réseaux sur dalles seront crossés à leur extrémité pour éviter les risques d'empalement en cas de chute de personne.
1.9.3. Trémies
Après ouverture, les trémies seront protégées par des plateaux avec tasseaux fixés en sous face pour les maintenir bloqués en pose libre jusqu'à la pose des réseaux pour en éviter tout déplacement involontaire supprimant l'efficacité de la protection.

Travaux de revêtement de sols

Dispositifs prévus
1.9.4. Travaux de chape
La mise en œuvre de chape prête à l'emploi sera privilégiée, la confection sur place est à éviter pour limiter l'encombrement du chantier. En cas de confection sur place, l'atelier sera installé à l'écart des entrées du bâtiment pour éviter l'entrave des accès et la salissure des cheminements. La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.

Dispositifs prévus

Privilégier la mise en œuvre des chapes après la pose des façades de portes de l'ascenseur pour éviter la dépose des protections provisoires des baies pour amener la chape jusqu'au seuil. La dépose des protections provisoires est interdite.

Le cas échéant le raccordement de la chape sur les seuils de portes sera réalisé en 2 fois.

1.10. Travaux en hauteur

Dispositifs prévus

1.10.1. Travaux de grande hauteur

L'usage de nacelles sera privilégié pour les travaux en grande hauteur sous toitures. Les zones de travail présentant un risque de chute d'objet seront balisées au sol pour en détourner les passages.

Les nacelles seront à moteur électrique, les moteurs thermiques sont exclus pour les travaux intérieurs. L'emploi de nacelles postérieures à 2002 équipées de signaux de déplacement sera privilégié.

Les emballages et chutes seront évacués au quotidien pour limiter l'encombrement des locaux.

1.10.2. Interventions en plafonds

Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des ponts roulants et plates-formes individuelles. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.

1.11. Travaux d'agencement

Dispositifs prévus

1.11.1. Travaux de menuiserie

Les outils de menuiserie ; ponçage, rabotage, scie circulaire, seront équipés de récupérateur de poussière.

L'application des vernis de finition sera privilégiée en atelier pour éviter les nuisances avec les produits éventuels à base de solvants

1.12. Mise en œuvre des protections définitives

Dispositifs prévus
<p>1.12.1. Pose des garde-corps sur escaliers et trémies</p> <p>Les garde-corps provisoires des trémies et volées d'escaliers seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs.</p> <p>En aucun cas la continuité des protections doit être interrompue. L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs.</p> <p>L'entreprise condamnera l'accès à la cage d'escalier pendant son intervention.</p> <p>Le garde-corps de la trémie du vide sur hall sera posé sous protection d'un échafaudage de pied à l'intérieur de la trémie.</p>
<p>1.12.2. Protection sur gaine d'ascenseur</p> <p>Les baies de la gaine seront protégées, à chaque étage, par des grilles mécaniques laissées en place jusqu'à l'intervention de l'ascensoriste. Elles seront retirées par l'ascensoriste lors de son installation de l'appareil.</p>
<p>1.12.3. Platelage dans gaine d'ascenseur</p> <p>Les platelages mis en protection horizontale de chaque niveau à l'intérieur de la gaine d'ascenseur ne seront déposés que pour être relayés par les protections verticales grillagées toute hauteur mises en place avant l'intervention de l'ascensoriste.</p>

MESURES GENERALES DE SALUBRITE

1.13. Primaires

Dispositifs prévus
<p>1.13.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation</p> <p>Tous les réseaux doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier. Les installations sanitaires doivent pouvoir être raccordées à l'égout. En cas d'impossibilité, une fosse septique à vidanger sera installée, l'accès pour le camion pompe sera prévu.</p>

1.14. Installations de chantier - Cantonnements

Dispositifs prévus
<p>1.14.1. Modalités d'organisation</p> <p>Les installations collectives de chantier comprenant : sanitaires, vestiaires et réfectoire, sont à la charge du lot GROS-OEUVRE pour toute la durée du chantier pour un effectif moyen de "X" personnes. Les installations comprennent un bungalow séparé pour les réunions de chantier organisées par le maître d'oeuvre. L'alimentation et le branchement électrique pour toutes les installations dans la base vie sont assurés par l'entreprise de gros-œuvre. Les installations sont mises en place au démarrage du chantier sur la plate-forme de la base vie. Elles seront prévues pour accueillir, si besoin, du personnel féminin.</p>
<p>1.14.2. Installations complémentaires</p> <p>La mise en place d'installations complémentaires est à la charge des entreprises concernées. Elles en feront part en réunion préparatoire pour organisation de la base vie.</p>
<p>1.14.3. Entretien des installations</p> <p>L'entreprise de gros-œuvre assurera, dès le début du chantier et pour toute sa durée, le nettoyage quotidien des WC, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire du bureau du chantier. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains). Pour garantir un entretien régulier et soigné, l'entreprise souscrira un contrat avec une entreprise de nettoyage, les frais seront réglés suivant les dispositions des clauses communes du maître d'ouvrage. L'entretien des installations complémentaires est à la charge des entreprises concernées.</p>
<p>1.14.4. Bureau de chantier – Salle de réunion</p> <p>Bungalow réservé aux réunions de travail organisées par le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage.</p>

ORGANISATION DES SECOURS

1.15. Moyens d'alerte

Dispositifs prévus
<p>1.15.1. Téléphone</p> <p>Les téléphones d'urgence sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 les téléphones mobiles. Au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.</p>
<p>1.15.2. Organismes de prévention</p> <p>Les consignes de sécurité de chaque entreprise seront précisées dans les PPSPS. Les entreprises préciseront si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DIRECCTE), l'O.P.P.B.T.P et le coordonnateur sécurité.</p> <p>Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.</p>

1.16. Moyens de secours

Dispositifs prévus
<p>1.16.1. Sauveteurs secouristes du travail</p> <p>Les entreprises disposant de sauveteurs secouristes le signaleront dans leur PPSPS. Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.</p>
<p>1.16.2. Matériel de secours</p> <p>Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.</p> <p>Une trousse de secours commune, mise à disposition par le lot principal, pourra être laissée dans la salle de réunion.</p>

MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS

1.17. Diffusion des documents

Dispositifs prévus
<p>1.17.1. PGC</p> <p>Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.</p>
<p>1.17.2. PPSPS</p> <p>Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.</p>

1.18. Concertation et information entre les entreprises

Dispositifs prévus
<p>1.18.1. Déclaration de sous-traitance</p> <p>Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous traiter tout ou partie de leur lot au moins 8 jours francs à l'avance en précisant les coordonnées des/du sous traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.</p>
<p>1.18.2. Travailleurs indépendants et locatiers</p> <p>Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.</p> <p>Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.</p>
<p>1.18.3. Personnel étranger</p> <p>En cas de présence de personnel étranger ne parlant pas ou parlant mal le français : personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.</p>

1.19. Coordonnateur SPS

Dispositifs prévus
<p>1.19.1. Rôle du coordonnateur</p> <p>Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.</p>
<p>1.19.2. Recueil de chantier</p> <p>Le recueil de chantier est un extrait du registre journal du coordonnateur, il est à disposition dans bureau de chantier et consultable par l'ensemble des intervenants.</p> <p>Il contient la liste des intervenants, la copie des observations et notifications du coordonnateur aux différents intervenants.</p>

ANNEXES

1.20. Projet de règlement de CISSCT

PROJET DE REGLEMENT DE COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 1 - CONSTITUTION ET DUREE

Un Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) est constitué par le Maître d'ouvrage conformément à l'article L.4532-10 du code du travail sur le chantier

CCI NCA
20 Boulevard Carabacel
06 000 NICE

Il cessera ses activités sur sa décision, en accord avec le Directeur départemental du travail, et au plus tard à la réception des travaux.

Article 2 - MISSIONS

Les missions du Collège, définies par l'article L.4532-13 du code du travail, seront les suivantes :

- Définir les règles communes destinées à assurer le respect des mesures de prévention dans le cadre de la coopération entre les entreprises.
- Vérifier qu'il est effectivement donné suite aux mesures retenues par les membres du Collège ou spécifiées par le coordonnateur.
- Examiner les suggestions ayant un lien avec la coordination générale en matière d'hygiène et de sécurité, émises par les CHSCT ou les délégués du personnel des entreprises.
- Examiner les accidents du travail survenus sur le chantier et notamment ceux dont l'une des causes pourrait trouver son origine dans les mesures retenues pour la coordination générale de sécurité et santé du chantier.
- Examiner les formations dispensées par les entreprises en application de l'article L.1221-2 du code du travail et proposer éventuellement des formations complémentaires.

Article 3 - RESPONSABILITES

L'intervention du Collège ne saurait modifier :

- La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en application des autres dispositions du code du travail,
- les obligations imposées aux entreprises par les contrats les liant au maître d'ouvrage,
- les attributions et les fonctionnements des autres institutions compétentes de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Article 4 - COMPOSITION

Le Collège comprend :

- des membres ayant voix délibératives :
 - le coordonnateur en phase de réalisation, Président,
 - le maître d'œuvre désigné par le Maître d'Ouvrage,
 - le chef de chacune des entreprises intervenant sur le chantier¹ ou son représentant habilité,
 - le coordonnateur en phase de conception dès lors que sa participation s'avère utile.
- des membres ayant voix consultatives :
 - le représentant des salariés de chacune des entreprises intervenant sur le chantier,

Peuvent participer avec voix consultatives :

- L'Inspecteur du Travail ou son représentant,
- Le secrétaire général du Comité Régional de l'OPPBTP ou son représentant,
- L'Ingénieur en chef du service prévention de la CARSAT ou son représentant,
- le ou les médecins du travail des entreprises intervenant sur le chantier.

Le Collège peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé.

Article 5 - ATTRIBUTIONS

Le Président :

- 1) Convoque les membres du Collège et les participants aux réunions ordinaires et extraordinaires, plénières ou restreintes,
- 2) Arrête l'ordre du jour des réunions,
- 3) Porte à l'ordre du jour les questions des membres du Collège relevant de la compétence du CISSCT,
- 4) Préside les réunions, avec voix prépondérante, ainsi qu'il est dit à l'article 6 ci-dessous.
- 5) Rédige les procès-verbaux et les joints aux convocations de la réunion suivante.
- 6) Consigne les procès-verbaux dans le registre prévu à cet effet et les conserve pendant 5 ans,
- 7) Représente le Collège à l'égard des tiers,
- 8) S'assure de l'application des mesures adoptées par le Collège.

Article 6 - ADOPTION DES DECISIONS

Les décisions du Collège sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibératives.

¹. On entend par entreprises intervenantes les entreprises titulaires de lot et l'ensemble de leurs sous-traitants.
PGC 2024/99/PI/02/004 RGCSPPS - 21 -/ 37

En cas de partage égal des voix, celle du président emporte la décision.

Article 7 - CONVOCATION AUX REUNIONS

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard, deux semaines avant la réunion, à tous les membres du Collège et aux participants, sauf urgence.

L'ordre du jour arrêté par le président est annexé à la convocation.

Article 8 - PREMIERE REUNION

Le président convoque les membres du Collège et les participants à une première réunion qui doit avoir lieu dès que deux entreprises sont présentes sur le chantier.

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- 1) L'adoption du Règlement du Collège.
- 2) Le rappel des mesures de coordination prévues au P.G.C.
- 3) La présentation de la procédure de mise à jour du PGC et d'harmonisation des PPSPS des entreprises.

Article 9 - HARMONISATION DES PLANS PARTICULIERS SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)

Article 9.1 - Harmonisation à l'initiative du président

Le président réalise une étude des PPSPS faisant ressortir les points sur lesquels une harmonisation est nécessaire.

Il est fait part au Collège des dispositions de nature à régler les problèmes liés à l'harmonisation des PPSPS et notamment de double emploi éventuel des dispositifs et installations de sécurité et santé, et de coordination des mesures prévues en matière de sécurité et santé.

Article 9.2 - Harmonisation à l'initiative des autres membres du Collège

Lorsqu'un besoin d'harmonisation complémentaire se révèle en cours d'exécution des travaux, le Collège saisit le président et propose les modifications qu'il apparaît nécessaire d'apporter aux PPSPS déjà établis.

Article 10 - RÉUNIONS PLÉNIÈRES

Les entreprises doivent faire désigner et convoquer leurs représentants salariés pour participer à ces réunions.

Les entreprises qui ne sont pas tenues de participer au CISSCT et qui ne souhaitent pas y participer doivent, à réception de la convocation, aviser le président du Collège qu'elles n'y seront pas représentées.

Le Président du Collège leur donne acte de cet avis.

Article 10.1 - Périodicité des réunions

Sans préjudice des dispositions de l'article 8 ci-dessus, la date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente selon une périodicité de (X)* mois, ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé. Chaque réunion est précédée d'une inspection de chantier.

Le Président peut provoquer la réunion du Collège en dehors des dates initialement prévues, si l'une des conditions suivantes est remplie :

- 1) A la demande de la majorité des représentants ayant voix délibérative.
- 2) A la demande motivée du tiers des membres représentant les salariés.
- 3) A la suite de tout accident ayant eu ou ayant pu entraîner des conséquences graves.
- 4) Dans le cas de règlement de difficulté prévu au dernier article paragraphe 1 du présent règlement.

Article 10.2 - Objet

Les réunions plénières sont consacrées, en principe, à l'examen des seules questions qui concernent l'ensemble des entreprises.

Outre les points prévus aux articles 8 et 9 ci-dessus, elles comprennent notamment :

- L'approbation du procès-verbal de la précédente réunion,
- L'examen des observations faites lors de la visite du chantier,
- L'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la précédente réunion,
- Les suggestions et observations formulées par le CISSCT,
- Le recensement des formations à la sécurité réalisées par les entreprises et la proposition d'actions de formation complémentaires.
- L'examen des statistiques des accidents survenus sur le chantier, l'étude des accidents et notamment de ceux dont l'une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le Collège pour la coordination générale de sécurité et de santé.

Chaque entreprise est tenue d'adresser au Président du Collège, dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail avec arrêt.

Elle doit lui faire parvenir pour le 15 de chaque mois, le nombre d'heures/ouvriers effectuées le mois précédent.

En outre, chaque entreprise est tenue d'adresser au président du Collège, une note relative à tout accident ou tout incident qui a effectivement eu, ou qui aurait pu avoir, une conséquence grave sur l'un quelconque des personnels du chantier.

Ces notes comprendront les informations suivantes :

- La description détaillée des circonstances de l'accident ou de l'incident, et plus particulièrement le procédé opératoire normal et occasionnel des tâches qui sont à l'origine du fait observé,
- Le nom de l'entreprise, la qualification et la fonction (normales ou occasionnelles) et la situation vis-à-vis de la Médecine du travail des intéressés,
- Le rôle et l'état des matériels mis éventuellement en cause,
- Tout élément de nature à comprendre les faits observés et à en prévenir le renouvellement.

* Cette périodicité ne peut dépasser 3 mois, elle est fixée en fonction de la nature et de l'importance des travaux.

- L'action menée par l'entreprise à la suite de cet événement.

Ces documents seront consignés dans le registre tenu par le Président du Collège. Ils seront examinés en réunion plénière. Ils pourront être utilisés pour harmoniser les PPSPS, étudier la modification éventuelle des postes de travail et établir les statistiques d'accidents prévues au présent article.

Article 10.3 - Procès-verbaux

Les délibérations du Collège sont consignées dans les procès-verbaux établis et transmis par le Président à tous les membres du Collège, aux participants, avec les convocations à la réunion suivante.

Chaque entreprise est tenue de diffuser une copie des procès-verbaux aux membres de son CHSCT ou, à défaut, aux délégués du personnel.

Article 11 - REUNIONS RESTREINTES

Des réunions restreintes peuvent être organisées à la demande du Président ou de membres du Collège, pour résoudre des problèmes qui, bien qu'entrant dans les attributions du Collège, ne concernent qu'un nombre réduit d'entreprises.

Les comptes rendus de ces réunions sont communiqués, pour information, à la réunion plénière suivante du Collège.

Article 12 - APPLICATION DES DECISIONS

Les décisions du Collège sont immédiatement exécutoires et, sauf spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

Article 13 - RESSOURCES

Les dépenses de fonctionnement (secrétariat et logistique) sont supportées par le maître d'ouvrage.

Les dépenses résultant de l'exécution des décisions d'intérêt général prises par le Collège sont supportées par l'ensemble des entreprises au prorata des montants initiaux des marchés.

Chaque entreprise titulaire d'un marché, et chaque sous-traitant agréé prend, lors de la signature de son marché, l'engagement de supporter les dépenses résultant de cette organisation collective dans les conditions définies ci-dessus.

Toutefois, les dépenses concernant des dispositions particulières ne pourront être imputées qu'aux entreprises directement intéressées. Les dépenses importantes présentant un intérêt général pourront être réparties différemment suivant les décisions du Collège.

Article 14 - GESTION

L'entreprise de gros oeuvre remplit le rôle d'entité support du Collège et à ce titre :

- règle les dépenses engagées pour l'exécution des décisions prises par le Collège,
- procède au recouvrement auprès de l'ensemble des entreprises des avances qu'elle a faites pour le règlement des dépenses engagées pour l'exécution des décisions du Collège, sur présentation de pièces justificatives,

- procède auprès des entreprises aux appels de fonds relatifs aux dépenses faites par elles, en application des décisions du CIST pour "des dispositions particulières" ou "présentant un intérêt général", tels que définis à l'article 15.

Article 15 - PROCEDURE DE REGLEMENT DES DIFFICULTES

Tout différend entre une entreprise et l'entreprise support fera l'objet d'une tentative de conciliation par le Collège en réunion plénière. Il en ira de même de tout différend né entre des entreprises membres du Collège à propos des mesures décidées par le Collège.

Tout différend entre le coordonnateur et une entreprise au sujet de l'application du présent règlement sera soumis à la personne responsable du marché.

Article 16 – PENALITES POUR ABSENCE

Suivant les dispositions relatives au décret N°95.543 du 4 Mai 95 précisant les modalités de fonctionnement du CIST et plus particulièrement l'article 2 pour l'application de sanctions par les autorités administratives :

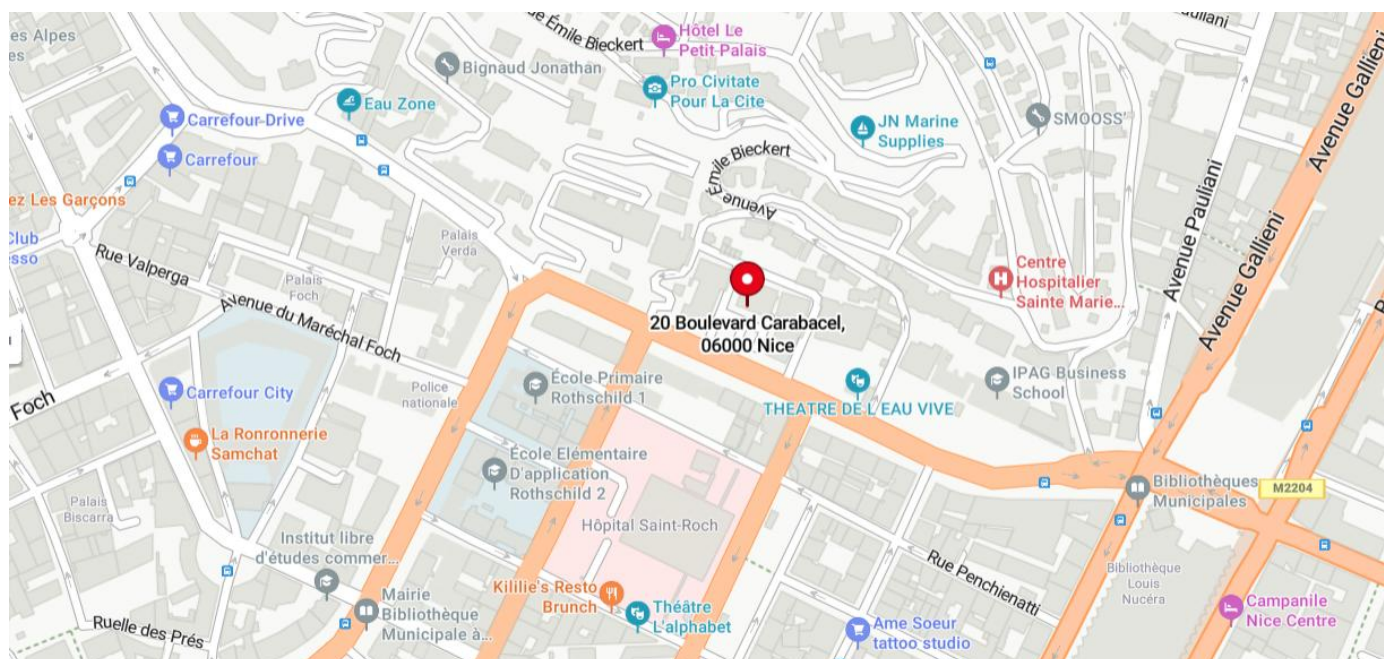
- Absence du représentant de la direction de toutes les entreprises intervenantes sur le chantier et dûment convoquées : pénalités par absence 100 € HT
- Absence du représentant ouvrier dûment convoqué : pénalités par absence 100 € HT
- Non désignation dans le délai d'un mois par l'entreprise du représentant salarié : pénalité par jour calendaire de retard 50€ HT

Le coordonnateur tiendra à jour un tableau de pénalité sur chaque PV de CIST. Le montant des pénalités sera prélevé par le Maître d'Ouvrage sur les situations de travaux des entreprises.

ANNEXES

2. ANNEXE

PLAN D'ACCES AU CHANTIER



ANNEXE 2

CONCESSIONNAIRES

Liste non exhaustive ci-après

CONCESSIONNAIRES	Adresse	Contact
MAIRIE – SERVICES TECHNIQUES AMENAGEMENT VOIRIE	Mairie Principale De Nice	☎ : 04 97 13 20 00
RTE EDF	GESTIONNAIRE DU RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE GROUPE D'EXPLOITATION TRANSPORT COTE D'AZUR B.P. 3247	☎ : 04 93 18 39 39 Fax : 04 93 18 39 30
GRDF AGENCE EXPLOITATION GAZ ALPES MARITIMES	8 BIS AVENUE DES DIABLES BLEUS BP 4199 06304 NICE	☎ : 04 92 00 84 76 Fax : 04 92 00 84 62
FRANCE TELECOM	FRANCE TELECOM POLE DICT	☎ : 04 92 18 57 32 Fax : 04 92 18 57 45
VEOLIA EAU REGION SUD-EST CENTRE ALPES MARITIMES	Camin René PIESTRUSCHI 06000 NICE	☎ : 04 92 26 19 00 Fax : 04 92 26 19 01
EDF GDF SERVICES NICE	URGENCES	☎ GDF : 0810 81 25 53 ☎ EDF : 0810 33 30 06
<p>POUR LES DICT LE SITE INTERNET D'ACCUEIL EST :</p> <p>http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr</p>		

ANNEXE 3

Liste des numéros d'URGENCE

112

 DEPUIS UN TELEPHONE PORTABLE

ALERTER : POMPIERS 18
 Appel d'urgence Européen : 112

SECOURS	NICE
POMPIERS CENTRE DE SECOURS D'NICE 400 AVENUE JULES GREC 06600 NICE	 18 ou 112
SAMU	 15
POLICE MUNICIPALE	 17
GENDARMERIE CASERNE AUSSEUR 166-168 AVENUE STE MARGUERITE 06200 NICE	 04 93 18 45 90
HOPITAL	HOPITAL PASTEUR <u>SOS MAIN (Nice)</u>  04 93 13 65 00
CHIRURGIE DE LA MAIN	

LISTE DU PERSONNEL

Date d'émission :/...../.....

[illegible]

ANNEXE 5

MODELE DE DECLARATION D'ACCIDENT



Prière de cocher S.V.P.

Sans perte de temps ☐
Avec perte de temps ☐

DÉCLARATION D'ACCIDENT DU TRAVAIL

(Voir instructions au verso)

BLOC I - IDENTIFICATION DE L'EMPLOYÉ		(À compléter par l'employé)	
Nom :	Prénom :	Matricule :	- -
Adresse :		N.A.S. :	- -
Téléphone : ()	Date de naissance : / /		
Titre d'emploi :	Année Mois Jour		
DÉCLARATION DE L'ACCIDENT OU DE L'INCIDENT			
Date : / /	Jour :	Heure :	:
Année Mois Jour			
Lieu précis de l'événement :		Établissement :	
Tâche exécutée au moment de l'accident :			
Horaire de travail complété : OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		Sinon, heure de l'arrêt de travail : :	
Supérieur immédiat ou son représentant avisé : OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>			
Nom :	Fonction :		
Quand cette personne a-t-elle été avisée ?	Date : / /	Heure :	:
Année Mois Jour			
DESCRIPTION DE L'ACCIDENT - VERSION DE L'EMPLOYÉ			
Témoins lors de l'événement : OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>			
Nom :	Fonction :		
Nom :	Fonction :		
Description de la lésion (blessure ou partie du corps touchée) :			
Nature des premiers soins :			
Nom du secouriste :			
Que suggérez-vous pour qu'un événement semblable ne se reproduise pas ?			
<p>Je confirme que les renseignements fournis sont complets, véridiques et conformes à ce qui s'est produit.</p> <p>Signature de l'employé</p> <p>Date</p> <p>Année Mois Jour</p>			
BLOC II - IDENTIFICATION DE L'ÉTABLISSEMENT		(À compléter par le supérieur immédiat)	
Établissement :	# Établissement :		
Adresse :			
DESCRIPTION DES MESURES CORRECTIVES OU PRÉVENTIVES			
Avez-vous visité le lieu de l'événement : OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		Si oui, quand ? / /	
Avez-vous rencontré l'employé : OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>		Si oui, quand ? / /	
Description des mesures correctives effectuées :			
J'effectuerai une enquête approfondie : OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> Si oui, un rapport suivra.			
J'aurai des commentaires à formuler ultérieurement : OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>			
Nom du supérieur	Signature	Téléphone	Date
		()	/ /
		Année Mois Jour	

DATSSST 200304

La copie originale doit être transmise au Secteur SST (634)

Copie Employé

Copie Établissement

Copie Syndicat

ANNEXE 6

LES EPI

LES EPI DES MÉTIERS DE LA COUVERTURE... Pour aller plus loin, consulter les solutions relatives aux EPI sur : <https://www.preventionbtp.fr/ressources/solutions>



CASQUE

▲ Lors des phases de montage de protections collectives et d'approvisionnement de matériels et matériaux

▲ Heurts, chocs à la tête

- Le port du casque est obligatoire lors des phases de montage de protections collectives et d'approvisionnement de matériels et matériaux, et il peut être envisagé dans d'autres situations de travail selon l'évaluation des risques
- Coiffe réglable et, selon l'évaluation des risques, jugulaire avec trois points d'attache minimum
- Protection rapportée de la nuque en cas d'exposition aux UV
- Selon les conditions d'utilisation, privilégier un casque à gouttière
- Casquette de protection selon évaluation du risque de heurt
- Marquage du casque (date de fabrication)
- Vigilance sur la date de péremption (selon durée de vie mentionnée sur le notice du fabricant)
- Remplacement en cas de choc
- Formation des utilisateurs

- N NF EN 397+A1 - Casques
- N NF EN 812 - Casquettes

Pour aller plus loin >

Casque de chantier : bien choisir et utiliser cet EPI indispensable
<https://www.preventionbtp.fr/ressources/solutions/casque-de-chantier-bien-choisir-et-utiliser-cet-e-pi-indispensable>



LUNETTES

▲ Travaux de tronçonnage, meulage, découpe de bois et d'isolants fibres

▲ Lésions oculaires par projection de poussières ou d'éclats...

- Classe 1
- Lunettes à branches avec protections latérales
- Vigilance sur la compatibilité avec le port de lunettes de vue
- Formation des utilisateurs

- N NF EN 166 - Protection individuelle de l'œil

Pour aller plus loin >

Bien choisir ses équipements de protection individuelle des yeux et du visage
<https://www.preventionbtp.fr/ressources/solutions/bien-choisir-ses-equipements-de-protection-individuelle-des-yeux-et-du-visage>



PROTECTION RESPIRATOIRE

▲ Travaux de tronçonnage, meulage, dépose, découpe d'isolants fibrés... : protection respiratoire avec filtre adapté contre les particules

▲ Lésions respiratoires, inhalation de poussières

- Pièce faciale à usage unique FFP3 (contre les particules) ou demi-masque avec filtre P3 interchangeable (contre les particules)
- Éviter les pièces faciales jetables pour les travaux de longue durée et privilégier les appareils avec filtre interchangeable
- Vigilance sur la durée d'utilisation des filtres (selon indications du fabricant)
- Vérification annuelle
- Formation des utilisateurs
- N NF EN 140 - Demi-masques et quarts de masques
- N NF EN 149+A1 - Demi-masques filtrants contre les particules

Pour aller plus loin >

Protection individuelle des voies respiratoires - Appareils filtrants
<https://www.preventionbtp.fr/ressources/solutions/protection-individuelle-des-voies-respiratoires-appareils-filtrants>



PROTECTEURS AUDITIFS

▲ Travaux de tronçonnage, meulage, clouage

▲ Lésions auditives

- Port à partir d'une exposition au bruit de 80 dB
- Choix en fonction de l'atténuation acoustique souhaitée
- Attention à la surprotection qui engendre un risque d'isolement
- Vérification annuelle
- Formation des utilisateurs
- N NF EN 352-1 - Serre-tête
- N NF EN 352-2 - Bouchons d'oreilles
- N NF EN 352-3 - Serre-tête monté sur casque de protection

Pour aller plus loin >

Prévention contre le bruit au travail : les protections auditives individuelles
<https://www.preventionbtp.fr/ressources/solutions/prevention-contre-le-bruit-au-travail-les-protections-auditives-individuelles>



GANTS

▲ Travaux de manutention

▲ Travaux nécessitant l'utilisation d'outils électroportatifs

▲ Travaux exposant à la chaleur

▲ Lésions aux mains (brûlures, coupures, piqûres, maladie de peau...)

- Risque mécanique : privilégier la classe de résistance adaptée aux travaux : 4-5-3-4
- 4 pour l'abrasion (A), 5 pour la coupe par tranchage (B), 3 pour la déchirure (C), 4 pour la perforation (D)
- Gants adaptés aux risques de brûlure lors de travaux de soudure (notamment échauffement du métal)
- Taille adaptée pour la dextérité
- Le surclassement entraînera une perte de confort pour l'usager
- Formation des utilisateurs

- N NF EN 388+A1 - Risque mécanique de 4 types (A, B, C, D) et 5 classes de résistance, de 1 à 5 (la plus performante), par type
- N NF EN 407 - Risque thermique

Pour aller plus loin >

Sélectionner les bons gants de protection
<https://www.preventionbtp.fr/ressources/solutions/selectionner-les-bons-gants-de-protection>

- ▲ Activités ou tâches concernées
- ▲ Risque(s)

- Points de vigilance - critères de choix
- Infos supplémentaires
- N Norme(s)

Illustrations : © Le Projecteur / Réalisation : Scriptoria.com
© CIPBTP 2021 - www.preventionbtp.fr / 2



VÊTEMENT

▲ Tous travaux

▲ Lésions corporelles

- Pantalon de taille adaptée (non flottant), avec poches pour mise en place de genouillères
- Vigilance sur le choix de la composition du tissu : privilégier le confort et éviter le 100 % polyester
- Formation des utilisateurs
- N NF EN ISO 13688 - Vêtements de protection
- N NF EN 343 - Vêtements contre la pluie
- N NF EN 342 - Vêtements contre le froid

Pour aller plus loin >

Choisir les bons vêtements de protection
<https://www.preventionbtp.fr/ressources/solutions/choisir-les-bons-vetements-de-protection>



GILET HAUTE VISIBILITÉ

▲ Circulations sur chantier

▲ Phases d'approvisionnement

▲ Heurts

- Port du gilet haute visibilité selon l'évaluation des risques ou à la demande du maître d'ouvrage pour le personnel circulant sur chantier, lors des phases d'approvisionnement des matériels et matériaux
- Formation des utilisateurs
- N NF EN ISO 20471 - Vêtements à haute visibilité



SYSTÈME D'ARRÊT DE CHUTE

▲ Travaux en hauteur en l'absence de moyen de protection collective contre les chutes

▲ Chute de hauteur

- Choisir un équipement comportant un enrouleur pour la souplesse d'utilisation (déplacements)
- Choisir un système de liaison adapté à l'usage
- Vérification annuelle
- Le harnais possède une durée de vie maximale (indiquée par le fabricant) mais ses conditions d'utilisation et ses vérifications périodiques déterminent son maintien en service, ou non, jusqu'à cette date limite d'utilisation
- Formation des utilisateurs
- N NF EN 361 - Harnais antichute
- N NF EN 354 - Longue + NF EN 362 Connecteurs
- N NF EN 355 - Absorbeur d'énergie
- N NF EN 795 - Points d'ancrage

Pour aller plus loin >

Travail en hauteur : organiser la prévention avec les systèmes d'arrêt de chutes
<https://www.preventionbtp.fr/ressources/solutions/travail-en-hauteur-organiser-la-prevention-avec-les-systemes-d-arret-de-chutes>



CHAUSSURES DE SÉCURITÉ

▲ Tous travaux

▲ Perforation, glissades, entorses, foulures...

- Marquées : S (écrasement), P (perforation semelle), SRC (antiglisser, semelle crantée)
- Chaussures basses conseillées
- Privilégier des chaussures légères, avec semelle flexible, pour plus de souplesse d'utilisation
- Privilégier les chaussures sans lacets
- Formation des utilisateurs
- N NF EN ISO 20345 - Chaussures de sécurité
- N NF EN ISO 20346 - Chaussures de protection

Pour aller plus loin >

Choisir ses bottes et chaussures de protection pour le chantier
<https://www.preventionbtp.fr/ressources/solutions/choisir-ses-bottes-et-chaussures-de-protection-pour-le-chantier>

- ▲ Activités ou tâches concernées
- ▲ Risque(s)

- Points de vigilance - critères de choix
- Infos supplémentaires
- N Norme(s)

Illustrations : © Le Projecteur / Réalisation : Scriptoria.com
© CIPBTP 2021 - www.preventionbtp.fr / 3

ANNEXE 7

CONSIGNES D'URGENCE EN CAS D'ACCIDENT DE LA MAIN

- Nettoyer la plaie avec du dakin ou sérum physiologique.
(Pas de colorant, ni coton, ni poudre)
 - Faire un pansement compressif
(avec compresses et bandes)
 - Pas de garrot, élever le bras.
 - Pas de nourriture, ni café, ni alcool, ni tabac
- En cas de d'amputation d'un membre ou d'un segment de membre
- L'introduire dans un sac plastique propre
 - Déposer le sac fermé dans un récipient rempli de glaçons.

Conseils

Oui	Non
✎ Main surélevée	✎ Pas de garrot
✎ Pansement compressif	✎ Pas de mercurochrome
✎ Des antalgiques	✎ Pas d'antiseptique
✎ Noter bien l'heure du dernier repas	✎ Pas d'antibiotique, alcool, café

APPELER

04 93 13 65 00

10 Bd Pasteur à Nice

SOS MAIN - NICE

ANNEXE 8

OPPBTP

septembre 2022

PPSPS

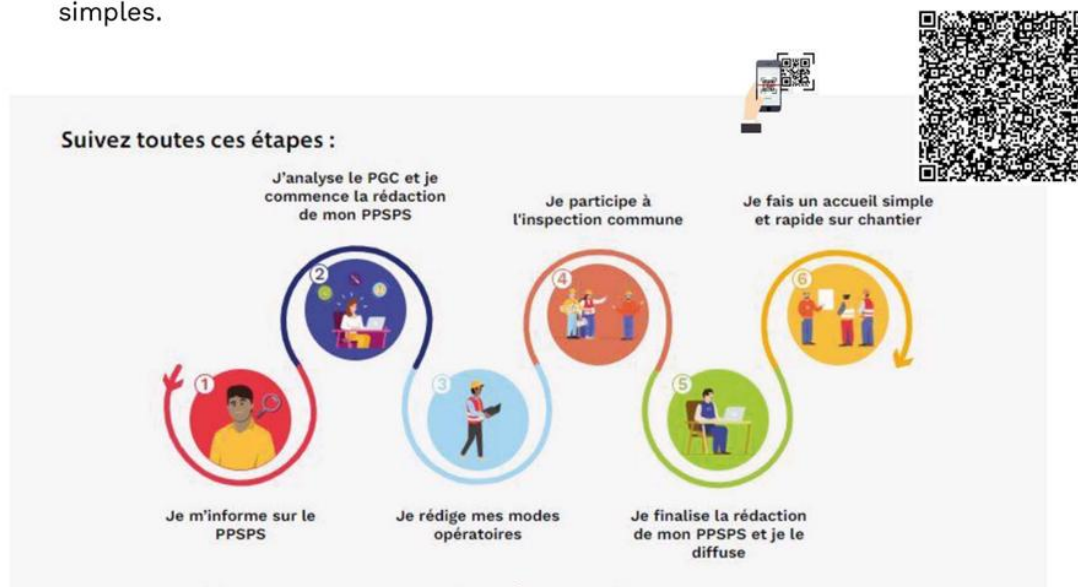
PPSPS ? Kezako

Le Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS) est un document clé, indispensable pour les entreprises travaillant sur un chantier en coactivité. Véritable outil de prévention des risques, il est destiné à assurer la sécurité des opérateurs et les bonnes conditions de vie et d'hygiène sur le chantier.

L'OPPBTP propose 2 solutions pour vous aider

① Un parcours interactif en 6 étapes

Ce parcours interactif sur www.preventionbtp.fr vous propose plusieurs actions à suivre pour vous aider à rédiger un PPSPS de qualité grâce à des trames simples.



② Un atelier PPSPS animé par l'OPPBTP

Le conseiller en prévention de votre département propose des ateliers en présentiel ou en distanciel. Prenez contact auprès de votre organisation patronale.



Besoin d'un modèle de PPSPS ?

[Cliquez ici](#) ou flashez le QR Code



Votre agence OPPBTP Centre-Val de Loire : centrevallde Loire@oppbtp.fr

Retrouvez toute la prévention sur votre métier sur www.preventionbtp.fr

ANNEXE 9

MODELE DE FICHE D'ACCUEIL DU PERSONNEL

FICHE D'ACCUEIL

Cette fiche est établie sous la responsabilité de l'employeur dès l'arrivée du travailleur sur son nouveau lieu d'activité ou à son nouveau poste (art. L.4141-2 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

LE TRAVAILLEUR

Nom Prénom

Qualification

Affectation Date

Statut ☐ CDI ☐ CDD ☐ Stagiaire ☐ Intérimaire ☐ Autre

* Les travailleurs précaires (CDD, stagiaires, intérimaires, apprentis) doivent recevoir une formation renforcée à la sécurité et ne pas être affectés aux travaux interdits par le Code du travail.

Aptitude médicale Restrictions
oui ☐ non ☐ éventuelles

Autorisations - Habilitations

Autorisation de conduite :

☐ Permis de conduire catégorie

☐ Engins de chantier catégorie

☐ Appareils de levage de charges catégorie

☐ Plate-forme élévatrice mobile de personnes catégorie

☐ Habilitation électrique niveau

☐ Autres

à préciser

Formations spécifiques

☐ Sauveteur-secouriste du travail ☐ Montage-démontage d'échafaudage

☐ Amiante ☐ Formation au port des EPI (protection respiratoire, système antichute...)

☐ Utilisation des extincteurs

☐ Autres à préciser

FORMATION AU POSTE DE TRAVAIL

Remise et présentation du livret d'accueil : oui ☐ non ☐

CONDITIONS DE CIRCULATION

Visite des lieux de travail effectuée : oui ☐ non ☐

Emplacement des installations d'accueil :

ANNEXE 11

DECLARATION PREALABLE

Selon Code du travail art. R. 4532-3 et L. 4532-1

A ANNEXER

ANNEXE 12

Plan d'installation de chantier

FIN DU DOCUMENT